

Tchad : l'appel des sirènes arabo-islamiques

*Karine Bennafla **

L'Afrique noire et le monde arabe entretiennent des relations pluriséculaires dont l'islam et le commerce demeurent les principaux vecteurs [Arditi, 1993]. En introduisant des modèles culturels occidentaux, en apposant sur le continent africain une nouvelle grille territoriale rigide et, surtout, en détournant les courants commerciaux vers l'Atlantique, la colonisation a entraîné l'atténuation des liens afro-arabes (mais non leur disparition) et « atrophié l'espace musulman arabo-africain » de manière durable [Coulon, 1983 : 152]. Néanmoins, depuis les décennies quatre-vingt et quatre-vingt-dix, on assiste à la réactivation croissante des contacts entre l'Afrique subsaharienne et l'Orient arabe. Le Tchad est un terrain de choix pour observer ce rapprochement, car il est situé à la périphérie immédiate du Maghreb-Machrek et constitue un espace transitoire entre Afrique noire et monde arabe. Cette position charnière se ressent au niveau culturel : la population tchadienne se partage presque à moitié entre religions musulmane (54 %) et chrétienne (46 %) [Coudray, 1998]. De même, le choix de l'État tchadien d'adopter en 1982 l'arabe comme seconde langue officielle, aux côtés du français, renvoie à la bipolarité du pays entre Orient et Occident.

L'objet de cet article est d'étudier l'attraction actuelle du Tchad par les régions orientales musulmanes, en particulier dans les domaines économique et commercial. Le dépouillement d'articles de presse et, surtout, les entretiens menés auprès d'acteurs locaux à N'Djamena (commerçants engagés dans l'import-export, directeurs de filiales de multinationales, responsables au sein de l'appareil politico-administratif tchadien, représentants de compagnies aériennes, coopérants français, personnel religieux du centre Al Mouna...) alimentent les observations présentes.

Si les interventions les plus remarquées au Tchad émanent de la Libye et des États du Golfe, d'autres partenaires « anciens » (Soudan, Égypte) ou « nouveaux » (Iran) sont également actifs, quoique à des degrés divers. Faut-il appréhender l'intensification des liens tchadiens avec le monde islamique comme un revirement conjoncturel ou bien comme un phénomène à portée durable qui préfigure un recentrage géopolitique du Tchad vers le monde arabo-musulman en même temps

* Géographe, Laboratoire Image et Ville à Strasbourg. Cet article est le compte rendu d'une mission de terrain effectuée à N'Djamena en juin 1999 grâce à un financement du Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

que le déclin des circuits atlantiques mis en place à l'époque coloniale ? Quelle est la portée de cette réorientation tchadienne et quels en sont éventuellement les risques sous-jacents ? Pour éclairer ces questions, il convient d'examiner les conditions entourant le rapprochement entre le Tchad et ses partenaires orientaux, puis de voir comment s'exerce l'influence arabo-musulmane dans le pays.

Le contexte du rapprochement tchado-oriental

Le Tchad est de longue date sous influence orientale [Ciammaichella, 1987]. Ces liens ont été tissés à l'époque du commerce caravanier transsaharien, lors des migrations arabes venues de l'est dès le ^{XIV}^e siècle mais aussi avec le passage au centre du pays de la route du pèlerinage à La Mecque, laquelle est toujours fonctionnelle. Le retour du Tchad dans le giron proche et moyen-oriental qui semble s'amorcer depuis le début des années quatre-vingt-dix sur le plan commercial et économique est favorisé par plusieurs facteurs. Citons parmi eux la monopolisation du pouvoir tchadien par une élite « nordiste » depuis 1982, les alliances politiques nouées par l'actuel président Idriss Déby (porté au pouvoir depuis 1990 grâce à l'appui soudanais), le délaissement progressif du continent africain par l'aide occidentale (reportée vers d'autres régions du globe), la dévaluation du franc CFA opérée en janvier 1994 (qui rend onéreux les tarifs de fret avec l'Europe), ou encore la lenteur et les complications du transit par le port camerounais de Douala qui incitent certains opérateurs économiques tchadiens à essayer d'autres voies de désenclavement, notamment via la Libye ou le Soudan. À la fin de la décennie quatre-vingt-dix, deux événements particuliers contribuent à activer le repositionnement du Tchad vers le monde arabo-musulman : d'une part, le spectaculaire revirement des relations tchado-libyennes depuis le règlement du conflit frontalier de la bande d'Aozou et, d'autre part, l'exploitation très attendue mais sans cesse retardée du gisement pétrolier de Doba (sud tchadien) par un consortium de firmes occidentales.

Les retrouvailles tchado-libyennes

Depuis l'arrivée au pouvoir en 1969 du colonel Mouammar Kadhafi, la Libye et le Tchad entretiennent des rapports tumultueux, ponctués de déchirures et de réconciliations. La Libye n'a eu de cesse de manœuvrer dans les affaires intérieures de son voisin en servant de base arrière, voire de camp d'entraînement militaire, pour des factions nordistes d'opposition et en intervenant militairement au Tchad (en 1980, 1983 et 1986). La bande frontalière d'Aozou, envahie en 1973 par la Libye au nom du traité franco-italien de 1935, a longtemps constitué la principale pierre d'achoppement entre les deux pays. Cette occupation militaire libyenne dans l'extrême nord du Tchad a duré plus de vingt ans et empoisonné les relations bilatérales. Le dégel entre les deux pays, amorcé en 1987 (signature d'un cessez-le-feu), prend de l'ampleur avec la venue au pouvoir d'Idriss Déby, avant d'être scellé, en février 1994, par le verdict de la Cour internationale de justice de La Haye : la souveraineté du Tchad sur la bande désertique d'Aozou est confirmée et M. Kadhafi, après un temps de silence et d'intimidations, s'incline devant l'ar-

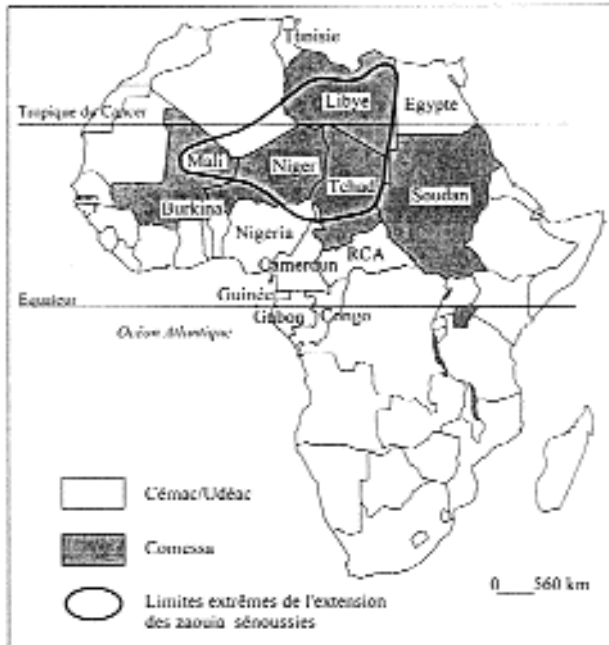
rêt du tribunal. Se posant désormais en « pays frère », la Libye accumule les signes de soutien envers le Tchad.

Cette réconciliation entre les deux États a généré une profusion d'accords bilatéraux et la création d'une commission mixte aux assises régulières (la quatrième session s'est tenue en mai 1999). Au centre de la coopération tchado-libyenne, figurent des questions relatives au transport, au transit, aux investissements et aux échanges économiques et culturels. Symboles du rapprochement diplomatique tchado-libyen, un consulat libyen et un consulat tchadien ont été ouverts en 1999 dans des oasis désertiques, respectivement à Faya et Sebha, tandis que les visites réciproques entre personnalités des deux pays se multiplient. De toutes ces visites, le voyage « historique » et médiatique de Mouammar Kadhafi au Tchad, du 30 avril au 4 mai 1998, une première depuis dix-sept ans, a été l'un des épisodes les plus marquants. D'abord, parce que le leader libyen s'est livré à la tribune de l'Assemblée nationale tchadienne à un *mea culpa* solennel s'excusant pour toutes les manœuvres de déstabilisation intentées par le passé au Tchad. Ensuite, parce que les Tchadiens ont pu prendre la mesure des bonnes dispositions et de la richesse du gouvernement libyen : arrivé à N'Djamena par voie terrestre afin de démontrer que le désert n'est en rien une barrière séparante, le colonel Kadhafi s'était fait accompagner de quelque quatre-vingt médecins (restés au Tchad) et apportait dans ses bagages carburant, poteaux électriques, groupes électrogènes, véhicules et vivres (macaronis, sucre, farine, huile, riz) qui ont été distribués tout au long de son passage. Victimes depuis plusieurs mois d'une pénurie de carburant et, depuis mars 1998, de coupures répétées et durables d'électricité (et d'eau), les N'Djaménois ont recouvré l'électricité grâce à l'envoi de quelque trois cents citernes de carburant libyen, précédant l'arrivée du guide de la Révolution. Ce dernier, fort du décalage de niveau de développement entre son pays et le Tchad, se comporte en effet en parrain bienveillant et prodigue, ne lésinant pas sur l'aide apportée à son parent pauvre du Sud : par exemple, lors de sa venue au Tchad, les salaires en retard des fonctionnaires tchadiens ont été versés, les six mois d'arriérés de bourses des étudiants tchadiens en grève depuis le 21 avril ont été apurés, l'hôpital de N'Djamena a été doté d'une dizaine d'ambulances...

La visite de Kadhafi a également été déterminante parce qu'elle a accéléré les investissements libyens au Tchad, consécutivement à l'abondance des projets formulés par le leader libyen et par son ambassadeur à N'Djamena. Des interventions libyennes ont été planifiées dans tous les domaines : tourisme (édification d'un hôtel de luxe à N'Djamena), industrie (construction d'une usine d'eau minérale dans la capitale tchadienne), commerce (création d'un complexe commercial libyen à N'Djamena), énergie (livraison au Tchad d'une centrale électrique et vente de carburant libyen), agriculture (projet de coopération rizicole vers Laï) ou transport (mise à disposition du port méditerranéen de Misrata pour le Tchad, construction d'une route goudronnée N'Djamena-Koufra et ouverture d'une ligne aérienne N'Djamena-Tripoli).

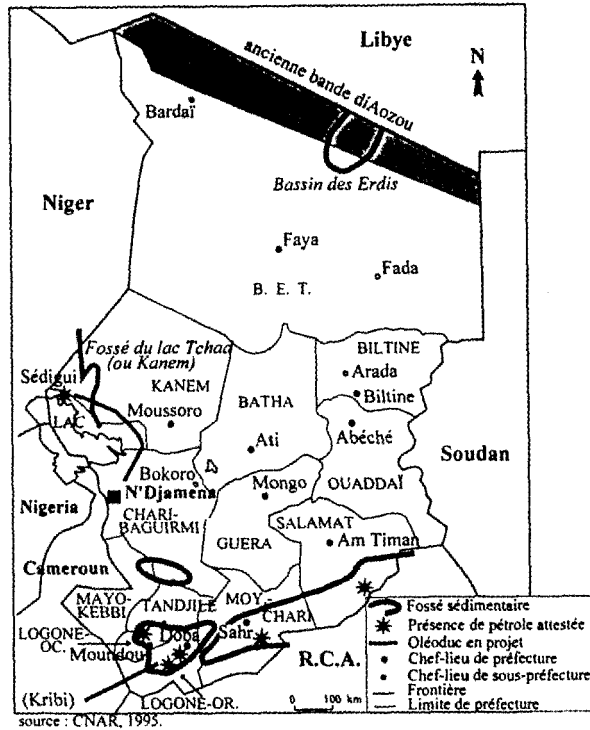
Le séjour du colonel Kadhafi au Tchad a enfin mis en exergue l'impact de la culture musulmane dans les relations internationales, le chef de l'État libyen se faisant fort, dans tous ses discours, d'invoquer la fraternité et la solidarité islamiques pour justifier son activisme au Tchad. Plus généralement, l'appartenance

Figure 1 – Le Tchad, entre Cémac et Comessa



à une même communauté, l'*umma*, constitue le leitmotiv de l'offensive diplomatique libyenne lancée depuis 1997 en direction du Sahel et de l'Afrique noire. La venue au Tchad du guide de la Révolution, en mai 1998, pour présider la grande prière du premier vendredi de l'hégire à l'hippodrome de N'Djamena, s'inscrit ainsi dans le cadre d'une véritable tournée religieuse commencée au Niger (8 mai 1997) et au Nigeria (il est à Kano le 9 mai 1997) et dont le temps fort est à chaque fois marqué par la présidence d'une grande prière publique. Replacée à l'échelle africaine, la réconciliation tchado-libyenne apparaît en effet comme l'une des composantes du dernier projet unioniste élaboré par le leader libyen. Après l'échec du rêve d'un grand Maghreb arabe (entre autres mis à mal par la durée de la crise algérienne) et celui d'un espace euroméditerranéen (la Libye a été exclue de la conférence de Barcelone en 1996, groupant les pays riverains de la Méditerranée), le colonel Kadhafi semble décidé à reporter ses efforts en direction de certains États nord-africains (Égypte, Maroc et Tunisie) et surtout vers le sud du Sahara, jouant à cette fin sur la composante islamique [Graeff, 1998]. La Communauté des États sahélo-sahariens (Comessa, qui rassemble la Libye, le Tchad, le Niger, le Burkina Faso, le Mali et le Soudan), née à Tripoli en février 1998 en vue d'instaurer une politique d'intégration économique, étaye cette réorientation africaine de la politique extérieure libyenne. Le nouvel organisme axe le Tchad vers le nord, la Méditerranée, et contrebalance son ancrage, via la Cémac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale), vers le bassin congolais et les ports atlantiques (*figure 1*).

Figure 2 – Les ressources pétrolières du Tchad



Au sein de la politique africaine de la Libye, le Tchad occupe une position clé, tant sur le plan spatial que géopolitique. Le territoire tchadien est appréhendé côté libyen comme le « prolongement naturel » de la Libye, car il partage avec elle une même aire culturelle et historique, du moins dans sa moitié nord. Le colonel Kadhafi nourrit de longue date le projet d'embrasser l'espace d'extension de la confrérie Sanoussiya, constitutif de l'identité libyenne, même s'il ne peut se réclamer ouvertement de cet héritage. Le Tchad incarne aussi un enjeu pour la Libye dans la mesure où il est une zone test de la stratégie africaine de Kadhafi, notamment dans sa confrontation avec l'influence occidentale et française. À défaut d'une union politique, le leader libyen souhaite en effet construire en Afrique un bloc économique (et militaire) arabo-musulman qui fasse pendant à l'Union européenne et aux « euro-forces » de l'Otan. Sans doute le guide de la Révolution, longtemps isolé sur l'échiquier politique international (les sanctions contre la Libye n'ont été levées qu'en avril 1999), cherche-t-il également à récupérer des alliés pour le soutenir à l'OUA et à reconquérir un rôle diplomatique et politique en Afrique ¹. Au demeurant, l'offensive diplomatique libyenne au Tchad est à

¹ Voir la volonté du leader libyen de se poser en médiateur des conflits régionaux qui secouent le continent, que ce soit dans la région des Grands Lacs, entre le Soudan et l'Ouganda ou bien entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

mettre en rapport avec le projet tchadien d'exploitation pétrolière : comme bien d'autres partenaires du monde arabo-islamique, le gouvernement libyen porte un intérêt redoublé au Tchad depuis la découverte des gisements de Doba (*figure 2*).

L'exploitation du pétrole tchadien : entre attentes et déceptions

On ne saurait évoquer le regain d'influence arabo-musulmane au Tchad en faisant abstraction du contexte pétrolier tchadien. Les réserves pétrolières dans le bassin de Doba sont estimées à environ neuf cents millions de barils. Avec la mise en exploitation prochaine des quelque trois cents puits forés, prévue vers 2003-2004, le Tchad voit affluer devant sa porte un cortège de nouveaux pays amis, attirés par l'odeur du pétrole. Il y a assurément, chez tous les bailleurs de fonds du Tchad (occidentaux, arabes et asiatiques), une volonté de développer ou d'accroître une coopération avec un État dont on sait qu'il sera bientôt solvable et qui, de surcroît, est pour l'instant très peu endetté.

La découverte d'hydrocarbures et la planification depuis 1996 de l'exploitation pétrolière au Tchad ont suscité dans le pays une grande effervescence et d'énormes attentes, à la hauteur de celles que peut avoir un pays pauvre, vivant sous la coupe réglée du FMI et de la Banque mondiale². Les principaux indicateurs socioéconomiques laissent percevoir la situation de dénuement actuelle de la majorité de la population tchadienne : en 1995-96, le PIB par habitant n'atteint que 162 dollars, le taux de mortalité infantile est proche de 115 ‰, l'espérance de vie à la naissance est seulement de 48 ans, le taux d'alphabétisation des adultes avoisine 49 %... Rangé parmi les pays les moins avancés (PMA) de la planète, sous-équipé, le Tchad devrait donc voir sa situation s'améliorer de manière sensible en rejoignant le club très fermé des exportateurs de pétrole (on estime que les revenus tirés de l'or noir devraient dépasser 100 millions de dollars par an pendant trente ans).

Or, depuis 1998, le gouvernement tchadien accumule affronts et déconvenues. Après avoir été contraint de se plier aux conditions sévères de la Banque mondiale (refus de celle-ci d'accorder au Tchad un prêt IDA, au taux avantageux, car relevant de l'aide au développement ; obligation faite au Tchad, au mépris de sa souveraineté, de placer ses futurs revenus pétroliers sur un compte spécial de la BEAC contrôlé par Bretton Woods), les dirigeants tchadiens ont eu à subir les atermoiements de la Banque mondiale et du consortium pétrolier (Exxon, Shell, Elf) pour initier l'exploitation du pétrole : aucun des deux partenaires n'osait en effet annoncer, à la fin des années quatre-vingt-dix, que le seuil de rentabilité n'était pas encore garanti vu les aléas du cours mondial du baril. La Banque mondiale a ainsi multiplié les études d'impact sur l'environnement avant d'octroyer son feu vert, tandis que les pétroliers n'ont eu cesse de réclamer davantage de garanties de sécurité dans le sud avant de lancer les travaux... À la fin de l'année 1998, la déception tchadienne a été grande à la suite de la suspension des travaux de l'oléoduc destiné à relier Doba au port camerounais de Kribi sur 1 076 kilomètres. Un an plus tard, l'humiliation laisse place à la colère quand deux firmes,

2 Un nouveau programme d'ajustement structurel a été reconduit en 1999 pour le Tchad.

Elf et Shell, annoncent leur intention de se retirer du projet [source: *L'Autre Afrique*, n° 103, 24 novembre-7 décembre 1999].

Face à ce « lâchage » des pays occidentaux³, le Tchad pourrait bien être tenté de recourir à l'appui des pays arabes, notamment à l'aide de la Libye. À plusieurs reprises depuis 1995, le parrain libyen a offert sa coopération, que ce soit pour assurer la formation de cadres tchadiens dans l'Institut arabe libyen de l'énergie, pour proposer les services de spécialistes libyens dans le domaine du forage et de l'industrie pétrolière ou pour évacuer le pétrole tchadien via son territoire. Jusqu'alors appréhendé comme un épouvantail destiné à faire pression sur les partenaires occidentaux, le projet d'un oléoduc libyen baptisé *Tchad 2000*, esquissé en septembre 1998, pourrait bien aujourd'hui prendre corps. Le dirigeant libyen n'a-t-il pas proposé de remplacer les compagnies pétrolières française et anglo-néerlandaise, sitôt annoncé leur désistement en novembre 1999 [source: ministère tchadien des Affaires étrangères]? Une chose est sûre: le pétrole tchadien ne laisse pas les Libyens indifférents. En mai 1998, trois sociétés tchado-libyennes ont été créées, qui sont respectivement spécialisées dans les services pétroliers, la prospection et la production pétrolières, et la distribution des hydrocarbures [source: AFP, 30 novembre 1999]. Certes, ces firmes sont encore confinées sur le papier mais elles témoignent de l'attention portée par la Libye aux ressources énergétiques du Tchad. Pour sa part, en attendant l'exploitation prochaine de son pétrole dès 2003-2004, le gouvernement tchadien compte bien profiter de l'aide libyenne et, plus généralement, du soutien des pays arabo-islamiques qui, tous, possèdent un réel pouvoir financier pour intervenir au Tchad⁴. De fait, les États du Proche et Moyen-Orient manifestent un intérêt grandissant pour le Tchad et s'impliquent de plus en plus dans les domaines du commerce, de la culture et du développement économique.

Les modalités du regain d'influence arabo-musulmane au Tchad

Le resserrement des liens entre le Tchad et le monde arabe depuis les années quatre-vingt-dix est avalisé par de nouveaux rapprochements diplomatiques. Outre la Libye, plusieurs pays du Maghreb-Machrek ont récemment signé des accords de coopération avec le Tchad. Des commissions mixtes bilatérales ont par exemple été mises en place entre le Tchad et quatre pays musulmans: le Maroc, l'Iran (en 1997), le Qatar et la Tunisie (en 1998); de son côté, le gouvernement égyptien a ratifié en 1998 une convention d'encouragement et de protection des investissements avec le Tchad (source: ministère tchadien des Affaires étrangères).

C'est au niveau commercial que l'influence arabo-musulmane au Tchad est la plus flagrante et cette présence accrue est à rapprocher avec la politique d'ouverture commerciale déployée par les pays du Proche-Orient [Marchal, 1998;

3 Ces derniers préfèrent concentrer leurs efforts sur les gisements off-shore du golfe de Guinée dont l'exploitation est moins risquée que celle des régions intérieures, potentiellement sujettes à des troubles.

4 D'après le journal tchadien *Le Temps*, le Fonds saoudien de développement a octroyé deux prêts au gouvernement tchadien d'un montant global de 15,2 millions de dollars en 1999 et, selon *N'Djamena Ahjom*, la Caisse koweïtienne pour le développement a fait un don de 2,5 millions de dollars au Tchad en 1994.

Abdelkhah, 1999]. À cet égard, la prospection commerciale de l'Iran au Tchad, inédite et hors cadre, se doit d'être mentionnée : ponctuelle car pour l'instant limitée à l'organisation, depuis 1998, d'une foire annuelle à N'Djamena⁵, la percée iraniennne s'appuie sur l'existence d'une culture islamique commune (mais non linguistique) avec le Tchad. Au reste, les acteurs du monde oriental effectuent aussi des interventions remarquées dans d'autres secteurs économiques tchadiens (immobilier, BTP, industrie) ainsi que dans les domaines culturel et humanitaire.

L'intensification des importations tchadiennes en provenance du Golfe

Depuis la fin des années quatre-vingt, les flux de marchandises en provenance des pays du Golfe à destination du Tchad ne cessent d'augmenter, attestant la réorientation du commerce tchadien vers le monde arabe. Deux villes sont devenues les « supermarchés » du Tchad, spécialement pour la redistribution de produits manufacturés venus d'Europe et d'Asie. Il s'agit de Djeddah (Arabie saoudite) et de Dubaï (Émirats arabes unis). Les statistiques de fret fournies par les principales compagnies aériennes vectrices de ce commerce (Air Afrique et Air Tchad) révèlent le report continu des importations tchadiennes de l'Europe vers les pays du Golfe⁶.

Évolution comparée des importations aériennes depuis l'Europe et Djeddah (en tonnes)

Année d'origine	Europe	Djeddah
1993	4 000	1 200
1994	1 600	2 000
1998	1 200	3 600 (avec Dubaï)

Source : service fret, Air Afrique, N'Djamena ; le trafic sur Djeddah concerne Air Afrique et Air Tchad.

Dans un article précédent [Bennafla, 1997], les causes et les modalités particulières de ce commerce de contournement entre le Tchad et la péninsule Arabique ont été entrevues. Plusieurs facteurs infèrent en faveur d'un développement des relations commerciales entre le Tchad et la péninsule Arabique tout au long de l'année : ce sont les « arrangements » avec la douane à l'aéroport de N'Djamena ;

5 Des sociétés iraniennes Arian et Imapars commercialisent au Tchad divers biens de consommation (mobilier, vaisselle, bijoux, tapis et bibelots) qui sont acheminés par conteneurs via le port de Douala ou par avion avec Ethiopian Airlines.

6 Ethiopian Airlines et Sudan Airways ont également mis en place des vols hebdomadaires vers la péninsule Arabique, en l'occurrence N'Djamena/Addis Abeba/Dubaï pour la première compagnie et N'Djamena/Khartoum/Djeddah pour la seconde. Mais ces deux transporteurs sont moins prisés par les commerçants tchadiens qu'Air Tchad ou Air Afrique pour des raisons de restrictions de bagages (Ethiopian n'autorise que 40 kg de bagages par voyage) ou d'incertitude horaire (Sudan Airways).

l'ouverture de lignes aériennes directes entre la capitale tchadienne et la péninsule Arabique qui permet d'obtenir des délais de livraison courts ⁷; l'attractivité des tarifs de fret aérien entre N'Djamena et Djeddah-Dubaï (en dirhams) qui contrastent avec ceux proposés pour l'Europe, la communauté de langue (l'arabe) entre le Tchad et les pays du Golfe (importante pour les nombreux commerçants non francophones); la présence de nombreux émigrés tchadiens installés et parfois naturalisés en Arabie saoudite qui se chargent d'accueillir leurs « frères ⁸ »; ou encore les opportunités d'affaires saisies par les pèlerins-commerçants à l'occasion du voyage à La Mecque.

En effet, depuis les années quatre-vingt-dix, les importations en provenance du Golfe ne se cantonnent plus aux périodes de pèlerinage (le grand, le *Hadj*, en mars, et le petit, l'*Oumra*, en juillet) et dépassent le simple « commerce de la valise » bien que ce dernier soit encore considérable. Cette ampleur nouvelle du commerce avec le Golfe se lit dans le paysage urbain n'djamenois: entre 8 heures 30 et 15 heures 30, la zone fret de l'aéroport de N'Djamena est devenue une zone grouillante d'activités où s'affairent et gesticulent, autour des entrepôts d'Air Afrique et d'Air Tchad, des commerçants venus récupérer leurs biens, des tireurs de pousse-pousse, des manutentionnaires, des chauffeurs de taxis... Sur l'avenue Charles-de-Gaulle, au marché central, au marché au mil et au marché Dombolo, les boutiques approvisionnées en produits de la péninsule Arabique sont légion et affichent des encarts publicitaires ou des enseignes au nom évocateur, tandis que deux établissements de commerce informatique et cybercafés, approvisionnés en matériel rapporté du Golfe, ont ouvert leurs portes en centre-ville. Commerçants kanembou, gorane et boulala (originaires de la région du lac Fitri) semblent les plus impliqués dans ce trafic marchand avec l'Orient et il convient de souligner que beaucoup d'entre eux sont d'anciens habitués du commerce frontalier avec le Nigeria qu'ils ont délaissé pour s'emparer des opportunités offertes par le créneau arabe. Pour transférer des fonds entre N'Djamena et la péninsule Arabique, ces opérateurs tchadiens font appel aux services de la Financial Bank, de la Société générale tchadienne de banque (SGTB) – qui remplace depuis 1999 la Banque tchadienne des crédits et dépôts – et secondairement, à ceux de la Banque commerciale du Chari (BCC) (nouveau nom de la Banque tchado-libyenne depuis 1997).

La diversification géographique et la spécialisation des lieux d'approvisionnement à l'intérieur même de la péninsule Arabique se renforcent depuis la deuxième moitié des années quatre-vingt. Traditionnelle place de ravitaillement pour les pèlerins-commerçants tchadiens, Djeddah s'efface peu à peu devant une autre plate-forme commerciale, Dubaï. Cette cité-entrepôt du Golfe rivalise avec Djeddah grâce à une législation plus souple en matière de visas et de fiscalité et grâce à un meilleur accueil des clients tchadiens. La délivrance facile de visas par les autorités de Dubaï tranche avec leur octroi restrictif de la part des autorités

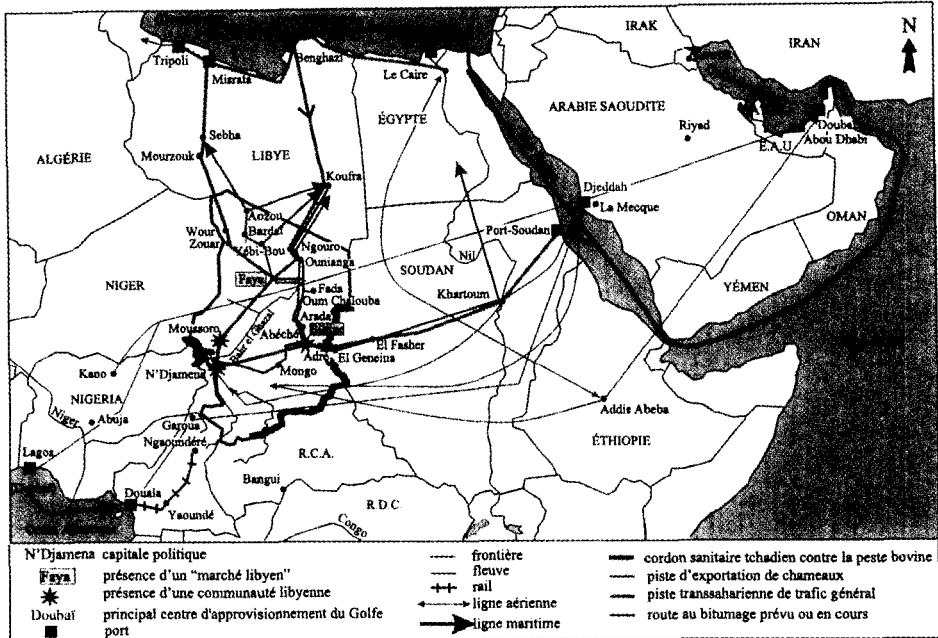
7 Air Tchad développe la ligne avec Djeddah depuis 1987, Air Afrique a ouvert un vol régulier sur Abu Dhabi (via Djeddah) en 1998.

8 Soulignons à cet égard qu'aucun des commerçants tchadiens interrogés à N'Djamena ne se rend à l'hôtel en Arabie saoudite alors que tous (souvent les mêmes) séjournent dans un établissement hôtelier quand ils partent s'approvisionner à Dubaï.

saoudiennes soucieuses de conjurer l'immigration clandestine. Surtout, le différentiel fiscal ne cesse de se creuser entre Djeddah et Dubaï : alors que le gouvernement saoudien a instauré depuis janvier 1999 une taxe fixe de 12 % sur toutes les importations et exportations du royaume, Dubaï a l'avantage de disposer d'une zone franche (*Djebel Ali*) où toutes les marchandises sont vendues hors taxe, ce qui lui permet d'afficher des prix de 20 à 30 % en deçà de ceux de Djeddah. La qualité de l'accueil est un autre atout qui joue en faveur d'une plus grande attraction de Dubaï. En effet, tous les commerçants tchadiens questionnés insistent sur le respect et la considération dont ils sont l'objet à Dubaï, tant de la part des autorités locales que de leurs fournisseurs indo-pakistanaïses dont le sens du commerce et la prévenance sont vantés. Inversement, le mépris, voire le racisme des Saoudiens envers les Noirs africains sont mal vécus par les visiteurs tchadiens pourvus d'un visa d'affaires. Cette ambiance xénophobe, conjuguée avec les tracasseries causées par les policiers saoudiens, contribue au délaissement progressif de Djeddah mais non à son éclipse totale. En effet, la montée en puissance de Dubaï comme source d'approvisionnement tchadien a pour principale conséquence de renforcer la spécialisation des deux cités : la vente de tissus, de tapis, d'électroménager, de vaisselle et de véhicules Toyota est l'apanage du port saoudien, Dubaï s'affirmant comme le lieu d'achat du matériel électronique (ordinateurs, climatiseurs, splits...), du mobilier et de la quincaillerie.

Bien que primordiale, la voie aérienne n'est pas le seul mode de transport utilisé pour joindre les pays du Golfe depuis le Tchad. Une partie du trafic tchadien avec Dubaï suit, par conteneurs, la voie maritime jusqu'à Douala, puis le rail et la route à travers le Cameroun jusqu'à N'Djamena (*figure 3*). Intéressante sur le plan tarifaire (le coût du transport revient trois fois moins cher que l'acheminement par avion), cette seconde option rallonge les délais de livraison (qui varient entre deux et quatre mois), surtout du fait des formalités laborieuses de transit à Douala. Aussi cette voie multimodale combinant mer, rail et route n'est-elle adoptée que pour l'importation de gros matériel, tels les motopompes, les groupes électrogènes, les climatiseurs, les produits de quincaillerie (carrelage, aluminium...) ou encore les véhicules. Par ailleurs, il existe une troisième option de transport pour connecter le Tchad aux centres d'approvisionnement de la péninsule Arabique : elle consiste à emprunter la voie terrestre entre N'Djamena et Port-Soudan (sur la mer Rouge), puis la voie maritime jusqu'à un port de la péninsule. C'est ainsi que procède, par exemple, TransDubaï, une société soudanaise enregistrée à Dubaï. Dotée d'une antenne à N'Djamena, cette firme commercialise au Tchad des voitures Toyota et orchestre des flux sur une très longue distance puisque les véhicules sont acheminés par bateau du Japon jusqu'au port de Dubaï, puis jusqu'à Port-Soudan, d'où ils sont convoyés par route à travers le Soudan jusqu'à N'Djamena. Il est intéressant de noter que cet axe terrestre (également utilisé par les pèlerins) se calque sur l'ancienne voie précoloniale Khartoum/lac Tchad, jadis suivie par les commerçants Djellaba originaires du Haut Nil (*figure 3*). C'est là aborder un des traits originaux du développement actuel de l'influence arabomusulmane au Tchad, à savoir la réutilisation des voies de passage empruntées à l'époque du commerce caravanier.

Figure 3 – La réactivation des échanges avec le monde arabe (vue du Tchad)



La réactivation des axes terrestres transsahariens

Un tableau sommaire des flux de marchandises entre le Tchad et les pays du monde oriental révèle l'envoi de produits traditionnels tchadiens (sésame blanc, fleur d'hibiscus, cuirs et peaux, viande, bétail) en échange de biens manufacturés de consommation courante, alimentaires ou non. Ainsi, l'Afrique du Nord expédie, souvent via la Libye, de l'huile d'arachide (depuis le Maroc ou la Tunisie), de la gomme arabique (Maroc), de l'essence, des fripes (Algérie, Tunisie, Égypte), de la vaisselle et des produits alimentaires (pâte algérienne, farine tunisienne...), la plupart de ces marchandises étant destinées aux oasis tchadiennes du Borkou-Ennedi-Tibesti (BET), aux préfectures du Biltine et du Ouaddaï (Abéché, Biltine), soit à la moitié nord du pays.

Les flux d'importation libyenne qui se sont intensifiés depuis le règlement du conflit d'Aozou sont de loin les plus abondants; ils sont réapparus depuis 1995-96 (de manière modeste car minorée) dans les statistiques officielles tchadiennes, celles de la Direction de la statistique, des études économiques et démographiques (DSEED) et celles du Bureau national de fret (BNF)⁹. Ce rétablissement des rela-

9 En 1996, les importations tchadiennes en provenance de Libye atteignent 836 tonnes selon la DSEED. Ces données sont rehaussées par le BNF qui fonde sa comptabilité sur le dépeuplement des « lettres de voiture obligatoires » et qui, pour l'année 1997, signale plus de 2500 tonnes importées (contre 688 tonnes dans le sens Tchad-Libye).

tions commerciales entre le Tchad et la Libye, qui illustre la variabilité de l'effet frontière sur le temps long, réanime des pistes caravanières du XIX^e siècle tel l'axe Benghazi/Koufra/Ounianga/Faya ou Abéché, aujourd'hui complété par la voie Tripoli/Sebha/Zouar/Faya/Moussoro/N'Djamena (*figure 3*). Le suivi de ces routes transsahariennes laisse augurer des recompositions spatiales. On voit, par exemple, remonter la fortune de certaines localités (Faya, Abéché) grâce à une fonction recouvrée de relais commercial, de rupture de charge, de redistribution des marchandises ou grâce à la réinstallation de marchands. En 1999, des communautés libyennes se sont réimplantées à Moussoro, Abéché et N'Djamena tandis qu'à Faya et Biltine, des marchés baptisés « libyens » croissent à côté du marché local. Prénante dans les préfectures tchadiennes du BET, du Biltine, du Ouaddaï et du Kanem, l'emprise commerciale libyenne s'estompe vers le sud, la capitale tchadienne se situant déjà dans une zone de « front » commercial. En effet, nonobstant l'aménagement en centre-ville d'une gare de stationnement pour les camions libyens depuis 1998, N'Djamena est, comparativement à Faya ou Moussoro, modérément affectée par la diffusion des produits libyens : d'une part, l'influence commerciale libyenne y est contrecarrée par celle d'autres pays (le Nigeria, les États du Golfe, la France, le Cameroun), d'autre part, le trafic avec la Libye y est périodique car concentré sur la saison sèche (de novembre à février), au moment où la traversée du Bahr El Ghazal est facilitée (durcissement des pistes sableuses, baisse des températures).

Dans le sens inverse, les exportations tchadiennes vers la Libye sont modestes, surtout au départ de N'Djamena : selon un responsable du BNF, seule une vingtaine de camions serait partie de N'Djamena vers la Libye en 1998. Le Tchad achemine vers le pays voisin essentiellement du bétail sur pied : moutons destinés au marché libyen et dromadaires, en partie réexportés vers l'Égypte (*figure 3*). Abritant près de 1,2 million de dromadaires élevés en transhumance, l'est du Tchad compris entre les régions de Fada et d'Am Timan constitue le bastion d'approvisionnement de la Libye et de l'Égypte (livrée via le Soudan). Cet intense trafic de dromadaires est géré et contrôlé par des opérateurs tchadiens zaghawa, gorane et arabes, souvent des militaires et des hommes de la Garde nomade¹⁰, ce qui renvoie aux combinaisons commercialo-militaires [Roitman, 1998] et au jeu exacerbé sur la confusion et l'interversion des rôles (entre fonctionnaires, commerçants et bandits) si caractéristiques des zones frontalières. De fait, le convoyage des bêtes à partir d'Abéché, Arada, Faya, Fada ou Bardaï vers Koufra ou Sebha s'effectue en grande majorité en camion à cause de la longueur du trajet et de l'insécurité notoire régnant le long du couloir frontalier tchado-soudanais. La présence de bandits, conjuguée à la forte appréciation du franc CFA par rapport au dinar, dissuade les commerçants libyens de descendre au Tchad avec des liquidités : les camions libyens arrivent chargés de biens de consommation courante, lesquels sont vendus côté tchadien contre des francs CFA, qui sont aussitôt réutilisés pour acheter des animaux.

10 Selon des sources du ministère tchadien de l'Élevage, 14 des 15 maquignons de Fada seraient des militaires.

Redevenue un partenaire commercial direct du Tchad, la Libye retrouve également une fonction de territoire de transit¹¹ pour les échanges terrestres noués entre le Tchad et d'autre part, la Tunisie ou l'Égypte. Suite à la visite au Tchad, en mars 1998, du ministre égyptien des Affaires étrangères, venu en compagnie d'une importante délégation d'hommes d'affaires, les contacts commerciaux tchado-égyptiens se sont amplifiés, réactivant eux aussi des circuits d'échanges anciens. Médicaments (nombreux depuis la dévaluation du franc CFA), produits phytosanitaires, intrants agricoles, mais aussi denrées sont expédiés de l'Égypte vers le Tchad. Les activités de Ditra, une société tchado-égyptienne¹² créée en 1997 à N'Djamena, sont à cet égard éclairantes. La firme, initialement destinée à permettre l'exportation de viande tchadienne vers les Émirats arabes unis via l'Égypte (projet sans suite pour l'instant), a ouvert en décembre 1998, sur la principale artère de N'Djamena, une boutique de commerce général qui vend divers produits agro-alimentaires importés d'Égypte, y compris des produits frais. Les modalités de livraison laissent perplexe : à l'exception des produits frais qui arrivent par avion, en empruntant la ligne bi-hebdomadaire d'Ethiopian Airlines Le Caire/Addis Abeba/N'Djamena, tout le reste des marchandises est acheminé par route via la Libye pendant 3500 kilomètres, suivant l'itinéraire Le Caire/Benghazi/Koufra/Ounianga Kébir/Faya/N'Djamena, lequel reprend l'ancienne route caravanière qui joignait, à la fin du XIX^e siècle, la Libye au Soudan central. Aujourd'hui, un convoi de cinq camions militaires libyens¹³ (des véhicules Mercedes d'une capacité de 12 tonnes chacun), loués pour l'occasion, effectue la traversée du désert avant de remonter le plus souvent à vide. Pour le moins audacieuse, l'expédition encourt comme principal risque la traversée du tronçon Ounianga Kébir/Faya (dangereuse à cause des bandits et des rebelles) et est confrontée à un problème bien particulier : le transfert d'argent liquide (10 millions de francs CFA) jusqu'à Faya pour régler la douane tchadienne. La capitale préfectorale du BET ne possède en effet ni banque, ni desserte aérienne régulière (Air Tchad n'a plus d'avions). Trop dangereux, l'acheminement de l'argent par route est exclu, tout comme le recours au receveur local des Postes (trop long et sans garantie). Aussi la combine actuelle consiste-t-elle à emprunter... les avions militaires français mis à la disposition de l'armée tchadienne pour assurer le transfert des fonds [source : entretiens].

Réminiscence d'un passé lointain, le retour en force de partenaires originaires du monde arabo-musulman au sein du paysage commercial tchadien esquisse un rapprochement économique mais aussi géopolitique vers l'Orient, au détriment des acteurs européens. Les opérations immobilières, les financements économiques et socioculturels orchestrés de manière croissante par les pays arabes au Tchad accréditent cette analyse.

11 En juin 1999, un accord de transit tchado-libyen est en passe de finalisation.

12 Il s'agit d'une SARL au capital de 20 millions de francs CFA, détenue à 60 % par un particulier égyptien et à 40 % par des actionnaires tchadiens.

13 Le savoir-faire libyen en matière de transport transsaharien (les conducteurs ont une bonne connaissance du désert), la qualité du parc de véhicules libyens comparée à la vétusté des camions tchadiens et les coûts de transport attractifs proposés en Libye expliquent la monopolisation du trafic tchado-libyen par des transporteurs libyens.

Les autres créneaux investis par les acteurs de l'Orient arabe

Le regain d'influence arabe au Tchad, tangible au niveau commercial, affecte d'autres pans de l'économie tchadienne à l'instar des secteurs industriel, immobilier ou bancaire. Dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, la Banque agricole du Soudan a par exemple créé une agence à N'Djamena sur le modèle de celle d'Abéché tandis qu'en 1993, la Banque tchado-libyenne a rouvert ses portes. Résultats d'une politique volontariste libyenne, les investissements industriels et surtout immobiliers se sont, eux, multipliés dans la capitale tchadienne depuis le passage en 1998 du colonel Kadhafi. La « Société arabe libyenne pour les investissements extérieurs au Tchad », dite Lafico, a ainsi financé la livraison « clés en main » d'une usine d'eau minérale dans le quartier Chagoua, à proximité d'une source. Le nouvel établissement, destiné, selon le leader libyen, à réduire la dépendance du Tchad vis-à-vis du Cameroun – d'où sont importées les bouteilles d'eau *Tangui* fabriquées à Douala par les Brasseries du Cameroun (groupe Castel) –, a été inauguré en juillet 1999, mais rencontre déjà des difficultés de commercialisation. Celles-ci sont-elles liées à la passation de pouvoir au sein de l'usine (le bureau Tchad Vision 2000 devait assurer la gestion seulement pendant les trois premiers mois de démarrage), à la suspension du projet pétrolier (le marché des expatriés de la base de Komé était visé) ou bien à un manque intrinsèque de rentabilité, la société Lafico visant en priorité, à travers cette opération, à démontrer la volonté libyenne de participer au développement de l'économie tchadienne ?

Ce souci primordial du gouvernement libyen de marquer son enracinement au Tchad s'exprime à travers le rachat massif de terrains et de concessions, opéré à N'Djamena par le Bureau populaire arabe libyen (l'ambassade) et Lafico¹⁴. Cette pression foncière et immobilière libyenne, fruit de manœuvres de contournement¹⁵, est d'autant plus remarquée qu'elle s'exerce sur des emplacements de choix dans le quartier résidentiel (les abords du Chari) et le quartier commercial (l'avenue Charles-de-Gaulle) et que plusieurs ventes s'accompagnent de polémiques ou de batailles judiciaires. L'affaire de l'immeuble de la librairie al-Akhbaar (initialement promis par le propriétaire libanais à un acquéreur tchadien), celle de la concession du cinéma Vog (à propos de laquelle la Direction de l'enregistrement des domaines a découvert le versement par Lafico de 300 millions de francs CFA de dessous-de-table) ou encore le projet mouvementé d'un hôtel de luxe libyen (déplacé sur un site insalubre en juillet 1999 après avoir été jugé trop proche des ambassades d'Allemagne et des États-Unis) ont été amplement répercutés par la presse locale [*N'Djamena Hebdo*, n° 393, 30 septembre 1999; *Le Temps*, n° 158, 24-30 mars 1999]. De toute évidence, ces investissements libyens dans la capitale tchadienne inquiètent ou du moins suscitent des réserves chez une majorité d'habitants, même si rares sont ceux qui osent ouvertement cri-

14 Entre mai 1998 et juin 1999, une quinzaine de titres fonciers auraient été acquis par les Libyens, d'après un responsable de la Direction de l'enregistrement des domaines, du timbre et du cadastre (ministère des Finances et de l'Économie).

15 Pour esquiver la loi tchadienne de 1989 qui interdit l'achat direct de terrains par les étrangers, les Libyens accaparent des « titres fonciers ».

tiquer les acquisitions. Certains font remarquer sur le ton de la dérision que les Libyens « achètent tout N'Djamena », d'autres murmurent en grinçant des dents que le gouvernement tchadien est « en train de vendre la souveraineté du pays ». Toutefois, à la lumière du dysfonctionnement de l'usine d'eau minérale ou des achats libyens déjà menés par le passé, on ne peut que relativiser l'offensive immobilière actuelle: en 1972-1973, des investissements semblables avaient déjà été réalisés à N'Djamena par la Libye, sans parler de la prétendue « vente » de la bande d'Aozou par le président Tombalbaye. La rupture des relations diplomatiques, puis la guerre entre les deux pays avaient suffi à balayer toutes les acquisitions libyennes. L'imbrroglio du régime foncier tchadien (le texte de 1969 est toujours invoqué aux côtés de la loi de 1989) pourrait très bien être instrumentalisé lors d'un éventuel refroidissement des relations tchado-libyennes afin de reprendre les biens concédés.

Si la Libye est le principal, voire le seul pays arabe à étendre son emprise au Tchad dans les domaines industriel et immobilier, en revanche son intervention est moins isolée en ce qui concerne les chantiers de bâtiment et travaux publics (BTP), les opérations de développement économique (financement de routes, développement rural...) ou les actions socioculturelles car, dans ces secteurs, d'autres représentants du monde arabo-musulman (Soudan, Arabie saoudite, Koweït, Égypte, Qatar...) coopèrent activement avec le Tchad. Le financement ou l'obtention de certains marchés de construction sont assez révélateurs de l'influence grandissante des partenaires orientaux au détriment des opérateurs économiques européens. L'édification en 1998-99 d'un bâtiment au marché central de N'Djamena a par exemple été opérée grâce à un prêt du Fonds saoudien de développement (FSD) qui a sollicité deux entreprises tchadienne (Saccogem) et saoudienne (Kara) [source: *Le Temps*, n° 171, 23-29 juin 1999] pour réaliser un marché couvert imposant, sans commune mesure avec la simplicité du marché au mil réfectionné par l'Agence française de développement (dans les mêmes délais et pour un montant quasi identique). L'attribution du marché de construction du nouveau pont sur le Chari, destiné à désengorger le pont Chagoua à N'Djamena, est, elle, lourde de sens sur le plan géopolitique car emblématique du désir du gouvernement tchadien d'accentuer une ouverture vers l'est: en 1998, ce dernier a en effet choisi d'écarter la société Bouygues, pourtant moins-disant (c'est l'une des causes du départ de la firme du Tchad) au profit d'une firme soudanaise qui n'a à son actif jamais construit de pont. Sans doute le choix de Lafico de confier l'édification du futur hôtel libyen à une société égyptienne Arabe Contractors [source: *Le Progrès*, n° 316, 19 juillet 1999] aux dépens de la firme française Razel est-il moins étonnant compte tenu des velléités de coopération de la Libye avec l'Égypte.

L'amélioration du secteur routier tchadien est l'un des champs d'action privilégié par les acteurs du monde arabo-musulman, soit qu'elle s'intègre dans un plan de développement rural¹⁶, soit (c'est le cas le plus fréquent) qu'elle vise à garantir

16 Le Fonds koweïtien pour le développement des pays arabes (FKDA) s'est, par exemple, engagé à réhabiliter les routes de la préfecture du Salamat, au sud-est du pays.

une bonne connexion routière en direction des voisins libyen et soudanais dotés d'une façade maritime¹⁷. Le programme de réhabilitation routière financé par les représentants arabes arrime clairement le territoire tchadien vers le nord et l'est et fait contrepoids au projet européen d'une liaison routière N'Djamena/Moundou/Ngaoundéré qui consolide le branchement du pays vers l'Atlantique. Ainsi, l'asphaltage de la route transsaharienne Koufra/Ounianga Kébir/Abéché¹⁸, promis par le gouvernement libyen, devrait se continuer en direction du Soudan et de N'Djamena (*figure 3*). En effet, le gouvernement soudanais qui, en juin 1999, a lancé les travaux de bitumage de la route El Geneina jusqu'à la frontière tchadienne, s'est engagé à bitumer le tronçon El Geneina (Soudan)/Adré lors de la 5^e session de la commission mixte tchado-soudanaise (février 1999). Le raccord Adré/Abéché devrait suivre même si son financement n'est pas encore acquis. Vers l'ouest, la jonction (bitumée) Abéché/N'Djamena via Mongo, Bokoro et Massaguet a été planifiée pour 2007 et mêle des financements du Fonds koweïtien, du Fonds arabe de développement, de la Banque islamique de développement (BID), de l'OPEP, de la Banque africaine de développement (BAD) et du Qatar [source: ministère tchadien des Transports et de l'Urbanisme].

Débloqués au nom de l'entraide entre frères musulmans, les crédits arabes destinés à des projets tchadiens de développement rural abondent et émanent pour l'essentiel de la BID, de la Banque arabe de développement économique de l'Afrique (BADEA) et du Fonds saoudien de développement (FSD): par exemple, ce dernier a signé, en mars 1999, avec le ministère tchadien du Plan et de l'Aménagement du territoire, un accord relatif au financement de forage de puits dans les préfectures du Chari-Baguirmi et du Batha, d'un montant de 6 millions de dollars¹⁹; de son côté, la BID finance un projet d'eau potable à Faya, une école de santé à Biltine, des constructions scolaires au Batha et au Kanem ainsi que le développement intégré du BET et du Salamat.

Globalement, l'activisme des pays arabes en matière de développement est donc recrudescit au Tchad depuis le début des années quatre-vingt-dix, avec une mention particulière pour le domaine culturel, scolaire et médical. Outre les initiatives prises par des associations ou des ONG musulmanes soudanaises, koweïtiennes et saoudiennes [Coudray, 1992], on note la coopération renforcée d'autres États, comme l'émirat d'Abu Dhabi, l'Égypte ou la Libye: les autorités d'Abu Dhabi doivent financer l'un des trois départements (« sciences techniques d'élevage ») du nouvel institut universitaire d'Abéché, créé par l'État tchadien en 1997; l'Égypte se démarque par l'envoi de nombreux coopérants médecins et ensei-

17 Les gouvernements libyen et soudanais ont tous deux proposés au Tchad la mise à disposition d'un port sur la mer: d'après un projet envisagé en 1998, le port libyen de Misrata devrait être disponible pour les opérateurs tchadiens dès 2001 tandis qu'en février 1999, un accord de coopération tchado-soudanais a abordé la question d'un port franc pour le Tchad sur la mer Rouge.

18 Le tracé initial Koufra/N'Djamena, voulu par les Libyens qui souhaitaient passer par Moussoro où vit une importante communauté libyenne, a été dévié vers l'est en mai 1998, selon un axe Koufra/Abéché, conformément aux vœux des représentants de l'État tchadien dont beaucoup sont originaires du Ouaddaï.

19 D'après le journal *Le Temps* (n° 158), ce financement constitue la troisième phase d'un programme de « développement rural dans les régions sahéliennes du Tchad » (les deux premières ont permis le forage de 214 puits pour un montant de 14 millions de dollars).

gnants (plus de cent cinquante professeurs envoyés en 1998 au Tchad), ce qui tempère l'influence islamique « fondamentaliste » des Soudanais. Quant au gouvernement libyen, désireux de favoriser la diffusion de la culture arabo-islamique et de propager l'idéologie du livre vert et de la troisième théorie universelle, il s'efforce d'investir massivement le champ culturel tchadien. Vecteur du prosélytisme musulman libyen, la « Da'wa Islamiya » ou « Da'wa islamique mondiale » a ainsi étendu son réseau au Tchad au début de l'année 1998; soutenue par le gouvernement libyen, cette organisation mondiale pour la prédication dispose d'importants moyens financiers et se consacre à des activités sociomissionnaires comme la construction de mosquées et d'écoles coraniques, la fourniture de matériel sanitaire et radiophonique, la diffusion d'ouvrages religieux, la distribution de bourses aux étudiants étrangers fréquentant les universités islamiques libyennes ²⁰... À N'Djamena, le centre culturel libyen a rouvert ses portes en 1997 mais il doit moins sa réanimation aux conférences politiques ou à sa bibliothèque qu'au succès d'un atelier de couture pour les femmes (quatre cents personnes formées entre 1997 et 1999) et au prix bon marché des cours d'arabe dispensés. Surtout, la Libye est à l'origine d'une remarquable percée arabe dans le paysage télévisuel tchadien qui mérite d'être soulignée car elle remet en cause l'ascendant des émissions francophones diffusées au Tchad: en effet, la société (d'État) libyenne Orbital a implanté une antenne à N'Djamena, qui commercialise depuis 1997 un bouquet numérique de chaînes télévisées majoritairement arabophones (seules trois chaînes occidentales – CFI, CNN et TV5 – sont proposées dans le lot). Les prix attractifs d'Orbital (150 000 francs CFA d'abonnement annuel) attirent tous ceux qui ne peuvent se payer le luxe d'une antenne parabolique et l'installation de Canal Satellite (entre 1 et 1,5 million de francs CFA).

Comme on le voit, le regain d'influence des pays arabo-musulmans au Tchad dépasse le seul secteur commercial pour s'effectuer de manière diffuse via d'autres canaux économiques, culturels et humanitaires. Favorisé par plusieurs éléments conjoncturels (découverte du pétrole, réconciliation avec la Libye, intérêt diminué des Occidentaux pour le pays...), ce retour lent et progressif du Tchad dans le giron oriental est complexe et ne s'opère pas sans ambiguïtés ni tiraillements internes.

Perspectives

Investi de manière croissante par les acteurs orientaux dans des domaines aussi disparates que le commerce, l'économie, l'aide au développement et la culture, le Tchad fait aujourd'hui figure d'espace de reconquête pionnière. La réactivation de ses liens avec le monde arabe s'accompagne de recompositions spatiales intérieures, qui révèlent les changements géopolitiques à l'œuvre: par exemple, devenue l'une des têtes d'un réseau commercial transfrontalier organisé sur de

20 En 1998-99, cent bourses auraient été attribuées aux étudiants tchadiens pour partir étudier en Libye, selon une interview de l'ambassadeur libyen au Tchad, Grène Salah Grène, donnée au journal *N'Djamena Hebdo* (n° 325, 16 avril 1998).

lointaines distances, N'Djamena acquiert une place nouvelle au sein de son environnement régional grâce à son rôle de médiation avec le Machrek et à sa fonction de redistribution commerciale. Sa frontière aéroportuaire est de fait largement exploitée par des opérateurs camerounais et nigériens qui, jouant sur le faible montant des taxes douanières tchadiennes, s'approvisionnent là en produits manufacturés asiatiques, européens ou américains réexportés par les cités-entrepôts du Golfe. Autre exemple d'essor urbain, la vieille cité marchande d'Abéché est appelée à retrouver un rôle de carrefour terrestre et commercial si les projets de liaison routière en direction de Koufra, N'Djamena et El Geneina se concrétisent. D'ores et déjà, cette ville précoloniale connaît un regain de dynamisme (la population a presque doublé entre 1993 et 1999 pour atteindre 130 000 habitants), grâce au rétablissement de la paix intérieure, à la réinstallation de nombreux commerçants (soudanais, libyens et syro-libanais) et à la présence au pouvoir d'Idriss Déby (originaire de la région, ce dernier s'est fait construire à Abéché une luxueuse demeure en 1997 et s'efforce de (ré)équiper la ville – eau potable, université...).

Pour prégnantes qu'elles soient, les influences musulmanes qui s'exercent sur le territoire tchadien demeurent néanmoins très composites : les mouvances islamiques des intervenants, leurs objectifs, leurs procédés diffèrent sensiblement. Quoi de commun, par exemple, entre l'islam novateur et réformiste de Kadhafi fondé sur une vision réinterprétée du Coran, le wahhabisme anticonfrérique saoudien, la tendance intégriste des confréries soutenues par les frères soudanais (telle l'Ansar Al Sunna) et l'islam modéré véhiculé par les représentants égyptiens ? Difficile également de mettre sur le même plan la discrète coopération socioculturelle de l'Égypte, les liens essentiellement commerciaux tissés avec Dubaï et l'offensive tous azimuts du gouvernement libyen qui intervient au Tchad sur tous les fronts et dérange par ses velléités de propagande politique et idéologique.

Parce qu'elle est souvent menée sous couvert de la solidarité islamique, l'intervention accrue des pays arabo-musulmans au Tchad contribue à raviver sur place le caricatural fossé Nord-Sud entre chrétiens et musulmans. Ainsi, la concentration exclusive dans le Salamat et dans la moitié nord du Tchad (soit la zone islamisée) des actions de développement financées par les partenaires du monde arabe attise critiques et amertume chez les « Sudistes ». Il est vrai que pas un seul des projets de la BID ou du FSD ne concerne les deux Logone, la Tandjilé ou le Mayo-Kebbi. D'ailleurs, les bailleurs de fonds ne cachent pas leur sainte motivation : évoquant la somme de 3,6 milliards de francs CFA allouée au Tchad pour le forage de puits, le directeur général adjoint pour la coopération du Fonds saoudien (FSD) explique que « le don du royaume d'Arabie saoudite est destiné à répondre aux exigences de la fraternité islamique et à confirmer la volonté du royaume de poursuivre son soutien aux États membres de l'Organisation de la conférence islamique » [*Le Temps*, n° 158, 24 au 30 mars 1999]. Que dire encore du discours panislamique du leader libyen qui, lors de son passage au Tchad, a cru bon de lancer un appel à l'aide à l'imam de la grande mosquée de N'Djamena pour « aider les cinq millions de musulmans du Tchad (*sic*) à se libérer du diktat du monde judéo-chrétien et de l'Occident » ? Peut-être plus que les actions en elles-mêmes, les discours qui entourent les opérations lancées par les pays arabes alimentent les crispations identitaires et entraînent une lecture dangereusement confessionnaliste des événe-

ments en cours. Combien de non-musulmans tchadiens ne se sont-ils pas sentis agressés par les slogans pro-arabes et pro-islamiques du colonel Kadhafi en 1998, qui firent surgir la « peur que le Tchad devienne la tête de pont de l'islamisation en Afrique » (*N'Djamena Hebdo*, n° 328, 7 mai 1998)? Le sursaut des églises chrétiennes du Tchad – Église catholique, Entente des églises et missions évangéliques au Tchad, Alliance évangélique des églises de la Pentecôte au Tchad – rappelant à cette occasion dans un communiqué le caractère laïc et multiconfessionnel de l'État tchadien indique une réelle inquiétude.

De tous les rapprochements effectués par le Tchad, l'alliance avec la Libye est sans conteste la plus remarquée. Pourtant, cette collaboration n'est ni entière ni sereine: les séquelles de la guerre tchado-libyenne (encore présente dans les esprits), la volonté soudaine et non désintéressée de coopération émise par les autorités libyennes, l'avalanche excessive des projets promis au Tchad, les volte-face connues de Kadhafi ou encore sa propagande maladroite (qui amalgame musulmans et Arabes) suscitent des réactions prudentes et partagées côté tchadien, tant au niveau du gouvernement que de la population.

Au final, la polarisation du Tchad vers l'est ne doit pas être amplifiée ou diabolisée. Certes, elle véhicule des risques de déstabilisation intérieure mais plusieurs signes révèlent le souci du gouvernement tchadien d'éviter toute coupure franche avec ses partenaires occidentaux, tout en se ménageant une ouverture opportune en direction du Machrek. Ainsi, la délégation tchadienne qui s'est rendue à la première conférence de la Cémac à Malabo en juin 1999 était massive et comprenait les plus hautes autorités du pays. Là réside sans doute l'originalité du Tchad: avoir à gérer la délicate conciliation des influences orientale et occidentale.

BIBLIOGRAPHIE

- ADELKHAH F. [1999], « Le retour de Sindbad. L'Iran dans le Golfe », *Les Études du CERI*, 53, mai, 49 p.
- ARDITI Cl. [1993], « Commerce, islam et État au Tchad (1900-1990) », in E. Grégoire et P. Labazée (dir.), *Grands Commerçants d'Afrique de l'Ouest*, Paris, Orstom-Karthala: 175-220.
- BUIJTENHUIJS R. [1987], *Le Frolinat et les Guerres civiles au Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », 479 p.
- BUIJTENHUIJS R. [1978], *Le Frolinat et les Révoltes populaires au Tchad (1965-1976)*, Paris, Mouton, 526 p.
- COUDRAY H. [1998], « Langue, religion, identité, pouvoir: le contentieux linguistique franco-arabe au Tchad », in J. Donohue, C. Troll, *Faith, Power, and Violence. Muslims and Christians in a Plural Society, Past and Present*, Rome, Orientalia Christiana Analecta, 258: 163-205.
- COUDRAY H. [1992], « Chrétiens et musulmans au Tchad », in *Pontificio istituto di studi arabie d'islamistica, Islamochristiana* 18, 24 (Estrato), Rome: 175-234.
- CIAMMAICHELLA G. [1987], *Libyens et Français au Tchad (1897-1914). La confrérie sénoussite et le commerce transsaharien*, Paris, éd. du CNRS, 187 p.
- GRAEFF C. [1998], « Regards croisés sur les relations entre la Libye et les pays du Sahel », *Géopolitique*, 63, octobre: 52-57.
- LANNE B. [1982], *Tchad-Libye, la querelle des frontières*, Paris, Karthala, 256 p.
- OTAYEK R. [1984], « La Libye face à la France au Tchad: qui perd gagne? », *Politique africaine, le Tchad*, 16, décembre, 70 p.
- MARCHAL R. [1997], « Dubaï: le développement d'une cité-entrepôt dans le Golfe », *Les Études du CERI*, 28, juin, 38 p.

- MANSOUR R [1999], « Les trente ans de la révolution libyenne », *Le Monde*, 1^{er} et 2 septembre.
- PRIER P. [1999] « « Les États-Unis d'Afrique, c'est la solution » (M. Kadhafi) », *Le Figaro*, 20 août.
- ROITMAN J. [1998], « The Garrison-Entrepôt », *Cahiers d'études africaines*, 150-152, XXXVIII-2-4: 297-329.
- TRIAUD J.-L. [1987], *Tchad 1900-1902. Une guerre franco-libyenne oubliée? Une confrérie musulmane, la Sanusiyya face à la France*, Paris, L'Harmattan, coll. « Racines du présent », 203 p.